



# Le «patronat féminin», 15 ans après



(Source: Fotolia)

- 600 businesswomen dont certaines très influentes
- Plus de 220 entreprises créées depuis 2006 par les incubateurs dédiés
- Une nouvelle patronne pour de nouvelles orientations

Pages VI & VII

## Conseil de l'éducation Le consensus au détriment de l'innovation?

PAS de surprise dans les axes de la vision stratégique 2015-2030 présentée la semaine dernière par le Conseil supérieur de l'éducation. La majorité des recommandations dévoilées figurent déjà dans le plan d'action du ministère de l'Éducation. D'autres ont déjà été relevées par le Conseil lui-même sous l'ère de feu Abdelaziz Meziane Belfkih. L'instance présidée par Omar Azziman a-t-elle préféré le consensus au détriment de l'innovation? Quoi qu'il en soit, ces orientations ne pourraient être opposables à l'exécutif que si elles font l'objet d'une loi-cadre. □

Pages II & III

### ■ AWB: Et de six pour le master

Page V

### ■ Orientation: Les élèves toujours dans le flou

Page V

### ■ Efet Eurelec: Après le job fair, des journées de la com

Page III

# Education: Toujours pas de réforme

■ Des déceptions après les premières recommandations du Conseil supérieur

■ Le consensus des acteurs acquis, mais pas l'exécution des orientations

■ Une loi cadre pour les rendre opposables au gouvernement

APRÈS des mois de réflexion, le Conseil supérieur de l'éducation, de la formation et de la recherche scientifique (CSEFRS) a enfin remis sa vision stratégique 2015-2030 pour la réforme du système d'enseignement, qui devrait être validée par le Roi. Seules les grandes lignes en ont été dévoilées jusqu'à présent, difficile donc de se prononcer sur le rendu. Mais ce qui a été présenté, pour la majorité, relève ni plus ni moins de la répétition. Un recueil de priorités et de recommandations que d'aucuns connaissent et qui ont déjà été relevées par le Conseil lui-même dans son ancienne version, sous l'ère de feu Abdelaziz Meziane Belfkih. A l'instar de la généralisation du préscolaire public, de la discrimination positive en faveur des régions défavorisées... D'autres sont déjà inscrites dans le plan d'action du ministère de l'Education, comme la révision de l'approche pédagogique, le relèvement des conditions d'accès aux métiers de l'éducation, le renforcement de la formation des cadres pédagogiques, la lutte contre l'abandon scolaire, une meilleure intégration du secteur privé, la réforme de l'apprentissage des langues avec l'intégration de l'enseignement en langues étrangères dès le collège... Sur ce dernier point, le Conseil propose d'introduire l'anglais dès la première année du collège et une troisième langue étrangère dès la première année du lycée. «Si la mesure est appliquée, quid du baccalauréat international?», se demande l'expert en éducation, Abderrahmane Lahlou. «La démarche du Conseil est basée sur du réchauffé et sur la volonté de plaire à tout le monde. Or, il faudrait des innovations de rupture. Arriver à obtenir le consensus ne signifie pas forcément réformer», pense-t-il.

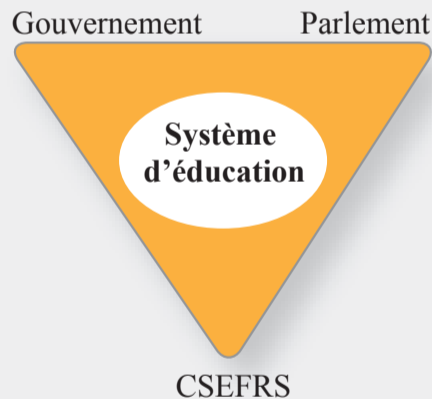
Le consensus autour de la vision stratégique semble-t-il est acquis. Cela signifie-t-il pour autant que le plus dur est passé? En fait non, puisque tous les acteurs du système ont toujours été d'accord sur ses failles et globalement sur les mesures correctives à prendre. Ce qui a toujours posé problème, c'est l'exécution



Si pour le ministre de l'Education nationale, Rachid Benmokhtar (à gauche), les orientations du conseil s'inscrivent parfaitement dans la stratégie de son département, pour Lahcen Daoudi, les choses ne sont pas aussi simples. Le ministre de l'Enseignement supérieur déclare qu'il ne prendra dans le dernier avis du Conseil sur sa réforme de la loi 01-00 que «ce qui est bon à prendre» (Ph. L'Economiste)

## Un pouvoir moral

LA gouvernance du système d'éducation est désormais tripartite, partagée entre le gouvernement, le Parlement et le CSEFRS avec ses deux entités (l'Instance et l'Agence d'évaluation). Le Conseil transmet ses travaux au Parlement qui en discute et les publie au B.O. Il dispose de l'auto-saisine pour effectuer des enquêtes ou audits. Mais il ne peut être considéré comme un régulateur, selon l'expert en éducation Abderrahmane Lahlou. «Ses avis ne sont pas juridiquement opposables à l'exécutif, mais ils peuvent l'être moralement devant l'opinion publique et la société civile, et politiquement par le biais de la pression que devra exercer son président, fort de sa nomination par le Roi, sur les ministères concernés», souligne-t-il.



Source: Abderrahmane Lahlou, 2014, «L'école et l'université à l'épreuve de la transformation sociale»

des résolutions prises et leur continuité dans le temps.

Le Conseil a justement suggéré la transformation de ses orientations en loi cadre pour garantir leur application et les rendre opposables à l'exécutif. Actuellement, ce n'est pas chose acquise. Les avis du Conseil demeurent de simples suggestions que le gouvernement n'est pas obligé d'appliquer. «Ces avis ne sont pas opposables à l'exécutif, mais ils tirent leur force du fait d'être présentés au Roi et au Parlement. Cela leur procure suf-

fisamment d'image collective», analyse Lahlou.

Du côté de l'Enseignement supérieur, Lahcen Daoudi donne déjà le ton. «Je prendrai, de manière volontaire, parce qu'il n'y a pas d'obligation, uniquement ce qui est bon à prendre dans l'avis du Conseil sur la réforme de la loi régissant l'enseignement supérieur. Il contient certainement des idées pertinentes», déclare le ministre. Daoudi estime, par exemple, qu'il y a des débordements dans l'avis du Conseil qui s'est prononcé sur des

## Enseignement supérieur, une loi à réécrire

POUR son avis d'avril dernier sur le projet de réforme de la loi 01-00 régissant l'enseignement supérieur, le CSEFRS n'y est pas allé avec le dos de la cuillère. Certains de ses membres estiment même qu'une nouvelle loi devrait être rédigée. Confusion entre missions et objectifs, des textes qui manquent de précision, utilisation de termes «inventés», atteinte à l'autonomie de l'université, traitement inégal à l'encontre du privé, des procédures de nomination des présidents d'université et doyens à revoir, de même que la composition des membres des conseils d'université... Lahcen Daoudi réfute plusieurs des critiques formulées, mais préfère attendre la journée d'étude à l'université de Rabat pour une position plus globale. Sur la nomination des présidents d'université par exemple, qu'il considère comme étant «bonne», pas question d'y toucher, si ce n'est pour introduire une présélection sur dossier des candidats. Mais tout le monde n'est pas du même avis (voir interview ci-contre). □

points «qui ne sont pas de son ressort». Il prévoit d'organiser bientôt une journée d'étude sur la question au sein de l'université de Rabat, afin de procéder à une «lecture collective» et «définir le positionnement de la tutelle» par rapport à ce qui a été proposé.

Le ministre de l'Education nationale, Rachid Benmokhtar, pour sa part, dit considérer les orientations du Conseil comme une feuille de route sur laquelle son ministère se basera pour toutes ses mesures futures en faveur du secteur. D'autant plus qu'elles rejoignent les axes du plan stratégique de son département. Cependant, seule une loi cadre pourrait garantir la continuité des actions, quelle que soit l'équipe gouvernementale en place. □

Ahlam NAZIH



Pour réagir à cet article: [courrier@leconomiste.com](mailto:courrier@leconomiste.com)

LES GRANDES  
SIGNATURES  
SONT DANS  
L'ECONOMISTE

Prix Nobels  
Personnalités du monde de la Finance,  
des affaires et de la politique  
Éminents chercheurs,  
penseurs et universitaires  
livrent tous les jours leur analyse du monde

L'ECONOMISTE  
LA RÉFÉRENCE  
AU QUOTIDIEN

## Présidents d'université

# Pourquoi la procédure de nomination doit être revue



■ Le profil des candidats n'est pas clairement défini

■ Des commissions de sélection réduites favorisant les alliances

- **L'Economiste:** Le Conseil supérieur a insisté sur la révision de la procédure de nomination des présidents d'université. Qu'est-ce qui ne va pas dans cette procédure selon vous?

- **Mohamed Kerkab:** Tout d'abord, l'arrêté ministériel régissant la procédure ne précise pas le profil scientifique ou professionnel du candidat. Il peut s'agir de n'importe qui! Deuxièmement, la commission de sélection est composée de cinq personnes seulement, ce qui favorise les alliances entre les membres. Le profil de tous les membres n'est d'ailleurs pas défini non plus. La loi prévoit deux enseignants, l'un relevant de l'université concernée et un deuxième qui lui est externe. Celui de l'université est choisi par la tutelle parmi trois proposés par le conseil d'université. Mais c'est toujours le président sortant qui est dernière cette sélection d'enseignants.



Mohamed Kerkab, enseignant-chercheur, auteur de plusieurs publications sur l'université marocaine: «La procédure doit impliquer des dizaines de membres pour éliminer les alliances, de préférence des professeurs de l'enseignement supérieur familiarisés avec la gestion universitaire» (Ph. Jarfi)

Il peut donc proposer ses hommes de confiance si jamais il veut être réélu. Le deuxième, lui, est désigné par le ministre. Les trois autres membres ne sont pas issus du milieu universitaire et leurs qualifications ne sont pas clarifiées. Souvent, ce sont des profils qui ne connaissent rien à la gestion d'établissements universitaires, ni au monde académique. Dans les universités européennes ce sont

plus de 60 personnes qui participent à l'élection du président. La procédure doit être revue de fond en comble. Elle doit impliquer des dizaines de membres pour éliminer les alliances, de préférence des professeurs de l'enseignement supérieur familiarisés avec la gestion universitaire et capables d'évaluer le projet d'établissement du candidat.

- **Le CSE a demandé au ministère de revoir le projet de réforme de la loi 01-00. Quels sont pour**

**vous les points à améliorer?**

- Je pense qu'il faudrait réécrire toute la loi. Des dizaines d'articles, par exemple, font des dissertations sur l'identité de l'université, le but de l'enseignement supérieur, ... or ce sont des banalités. Pour commencer, la composition du conseil d'université doit être modifiée. Il faut qu'il intègre une ma-

rité de professeurs de l'enseignement supérieur. Concernant les membres externes, le ministre vient d'en éliminer quelques-uns, comme les présidents des chambres de commerce et d'agriculture. Mais il y en a d'autres qui y siègent toujours et qui n'y sont d'aucun apport. En général, les membres externes ne sont jamais présents de toutes les façons.

- **Ne garder que des universitaires, est-ce que cela ne risque pas d'isoler l'université de son environnement?**

- En tout cas, il faudrait bien les choisir. Souvent, il s'agit d'entrepreneurs sans qualifications et toujours absents. Je propose que l'université soit gérée par les enseignants eux-mêmes, et les plus qualifiés. En Allemagne et en Suisse, par exemple, les entrepreneurs invités, et qui restent minoritaires, sont des dirigeants de multinationales qui comptent à leur actif des publications dans des revues spécialisées. Autre point à relever, celui de la transparence et la démocratie au sein de l'université. La loi donne tous les pouvoirs aux présidents et aux doyens au détriment de la participation des enseignants à la gestion. Même si le conseil d'université est censé décider, dans la pratique, ça ne se passe pas comme ça. □

Propos recueillis par  
Ahlam NAZIH

Pour réagir à cet article:  
[courrier@leconomiste.com](mailto:courrier@leconomiste.com)

A.Na

## Efet Eurelec clôture son job fair

■ Près de 200 entretiens d'embauche organisés

■ Bientôt des journées dédiées à la com pour renforcer les soft skills des étudiants

LES écoles sont de plus en plus nombreuses à organiser leur propre job fair. Dernier en date, celui du groupe Efet Eurelec qui s'est tenu vendredi dernier à Casablanca.

Pour sa quatrième édition, le salon a réuni près de 300 étudiants des quatre écoles du groupe à Agadir, Marrakech, Fès et Meknès, ainsi que de ses deux établissements à Casablanca. Des DRH et experts du recrutement ont pris part à l'évènement, dont l'invité d'honneur a été le PDG de Cosumar, Mohamed Fikrat. Quelque 200 entretiens d'embauche ont été organisés.

Efet Eurelec a fait de l'employabilité de ses lauréats une priorité. Grâce à un partenariat avec un cabinet de recrutement, appuyé par un accompagnement de

deux psychologues et par des séminaires de développement personnel, le groupe agit sur les comportements et les savoir-être de ses étudiants. «C'est aujourd'hui devenu essentiel sur le marché de l'emploi», insiste Mohamed Jalil Loukili, vice-président du groupe RESO (Efet, Eurelec, Esig).

En matière de langues, dès 2004, le groupe a augmenté le volume horaire réservé à l'apprentissage du français. «Mais cette approche était incomplète, car il fallait donner envie aux jeunes de s'impliquer», précise Loukili. Des pièces théâtrales en français, anglais et espagnol ont ainsi été lancées. Des journées dédiées à la communication et à l'expression orale seront, par ailleurs, bientôt initiées, en partenariat avec des associations.

Ces activités ont permis d'améliorer le taux d'insertion des lauréats, qui est actuellement de 73% à 12 mois de la diplomation. Cela a également contribué (en plus des sanctions sur les notes) à faire baisser le taux d'absentéisme des étudiants, qui pouvait aller jusqu'à 30% pour certaines sections. Aujourd'hui, le taux de présence est de 95%.

Le groupe Efet Eurelec compte ac-

tuellement 2.000 étudiants (en formation initiale et continue) et plus de 30.000 lauréats. □

## DEMANDES & OFFRES D'EMPLOI

<p><b>JF 24 ans</b></p> <p>BAC+2. Diplômée en gestion informatique, 2 ans d'expérience. Cherche poste stable.</p> <p>DGKD</p> <p>GSM : 0694 71 51 45</p>	<p><b>Jeune fille</b></p> <p>Chef comptable 5 ans d'expérience Comptabilité - Finance - Audit interne</p> <p>DGSN</p> <p>Tél : 0660 57 51 53</p>
<p><b>JH 32 ans Bachelier</b></p> <p>6 ans d'expérience dans le domaine de l'hôtellerie sens d'organisation et travail en groupe cherche poste stable</p> <p>DGLS</p> <p>Tél : 06 60 36 76 56 / 06 60 30 39 64</p>	<p><b>JF</b></p> <p>Bac+4 en management des organisations, 5 ans d'exp. cherche poste stable en gestion administrative et gestion des appels d'offres</p> <p>DGKA</p> <p>GSM : 0664 58 18 16</p>

## Consécration africaine pour Dhar El Mehrez

■ **Prix de l'innovation pour Adnane Remmal, enseignant chercheur à la faculté des sciences**

■ **Son invention, une alternative naturelle aux antibiotiques pour le bétail, sans frais**

**B**ELLE distinction pour Fès. Adnane Remmal, professeur en biotechnologie à la faculté des Sciences Dhar El Mehrez (DHMZ) de l'université Sidi Mohamed Ben Abdellah de Fès, vient de remporter le Prix de l'innovation pour l'Afrique (PIA) édition 2015. Il a été



*Adnane Remmal, professeur en biotechnologie à la Faculté des Sciences de Fès, est le grand vainqueur de l'édition 2015 du Prix de l'innovation pour l'Afrique. L'enveloppe de 100.000 dollars vient récompenser une invention proposant une alternative naturelle aux antibiotiques pour le bétail (Ph. YSA)*

choisi parmi 925 candidatures. En effet, le Pr Adnane Remmal a décroché la 1<sup>re</sup> place du prix de l'innovation 2015 à l'échelle de l'Afrique. Une enveloppe de 100.000 dollars lui a été remise récompensant une invention proposant une alternative naturelle aux antibiotiques pour le bétail. Cet enseignant chercheur est directeur de l'unité de Biotechnologie des plantes médicinales du grand laboratoire de Biotechnologie de la Faculté des Sciences. Selon Mohammed Benlemlih, doyen de cette faculté, «ce laboratoire est l'un des plus

actifs de son établissement dans le domaine de la recherche appliquée à finalité industrielle». «Nous comptons plusieurs publications émanant de ce laboratoire, en plus de 7 brevets dont 5 internationaux», ajoute le doyen. La majorité de ces brevets sont déjà exploités par des grandes sociétés nationales.

Pour ce qui est de la nouvelle distinction, elle récompense une alternative aux antibiotiques destinés au bétail et à la volaille. «Il s'agit en effet d'une composition brevetée qui réduit les risques sanitaires pour les animaux et les êtres humains et empêche la transmission de germes multi-résistants et d'éventuels agents cancérigènes à l'être humain, et ce, sans frais supplémentaires pour les agriculteurs», explique-t-il. Initié par la fondation suisse Africa Innovation Foundation, et organisée cette année en partenariat avec le ministère marocain de l'Industrie et du Commerce, le PIA, qu'il a obtenu, encourage les réalisations innovantes qui contribuent au développement de nouveaux produits, à l'augmentation de l'efficacité ou à la réduction des coûts en Afrique, plus particulièrement dans l'industrie manufacturière, les services, la santé, l'agro-industrie, l'environnement, l'énergie, l'eau et les TIC.

En tout cas, les «inventeurs» de la faculté des Sciences ne s'arrêtent pas là. Un autre projet du laboratoire gagnant est en cours d'exécution avec la multinationale GDF/Suez spécialiste de l'énergie (160.000 salariés dans le monde). Le chercheur se penche, cette fois-ci, sur la valorisation des déchets oléicoles en Biogaz. «Une journée sur cette thématique est prévue le 27 mai au palais des congrès de Fès», annonce le doyen. Et de poursuivre: «notre faculté compte 24 laboratoires de recherche qui forment 800 étudiants en cycle de Doctorat». Des formations adaptées aux exigences du marché de l'emploi, l'établissement ayant conclu nombre de conventions de recherche avec les industriels. Il dispose également d'une cellule locale composée d'enseignants chercheurs avec une grande expérience dans la gestion des projets de recherche européens. «Nous avons également l'appui du Pr Omar Assobhi, Président de l'université Sidi Mohamed Ben Abdellah, qui encourage continuellement et incite les enseignants chercheurs à travailler sur des projets de recherche à finalité industrielle», conclut Benlemlih. □

Youness SAAD ALAMI

## «Instaurer des formations à finalité professionnelle»

- **L'Economiste** : A travers cette distinction, votre faculté a instauré une image de haut lieu du savoir?

- **Mohammed Benlemlih** : La Faculté des Sciences de Dhar El Mehrez forme des élites. Actuellement, nous avons plusieurs projets de recherche appliquée qui s'intéressent à la mise en valeur du produit national. Nos laboratoires sont financés en partie par les industriels. Nous faisons également des propositions de bourses pour les doctorants par l'industriel. Le but est d'assurer en fin de cursus une insertion professionnelle des lauréats dans l'industrie. Outre la création de l'emploi, nous procédons au dépôt des brevets, et nous publions les résultats de nos recherches dans des revues internationales.

- **Vous avez une vision tournée vers l'emploi et la recherche...**

- Effectivement. Plusieurs formations à finalité professionnelle ont été mises en place dans notre Faculté, à savoir: Techniques des systèmes électroniques, ingénierie du Bâtiment, chimie industrielle, apithérapie, Génie logiciel, Génie Nucléaire, Patrimoine naturel et développement durable etc. Au total 6 licences professionnelles et 17 masters. Par ailleurs, plusieurs masters et licences appliquées sont en cours de préparation avec 3 grandes Universités, notamment l'Université de Bonn, une licence de Biologie appliquée. Ainsi, l'étudiant effectuera deux années dans notre Faculté

avec 40% des modules qui seraient assurés en langue anglaise. L'étudiant poursuivra ses études en Allemagne pour l'Obtention de Bachelor avec une Bourse de l'Organisme Allemand DAAD. Avec l'Université du Maine et l'université de Bretagne du sud, quatre masters spécialisés dans le domaine de l'écologie, de chimie appliquée et de l'informatique et de l'ingénierie mathématique. L'étudiant aura un double diplôme. Des enseignants de ces universités assureraient des cours dans notre Faculté. Ces formations professionnelles donnent plus de chance à l'étudiant de trouver un emploi.

- **La Faculté des Sciences Dhar Mehrez a connu un calme relatif par rapport aux années précédentes. Quelles sont les raisons?**

- Nous avons instauré un dialogue constructif avec les étudiants. L'objectif est de répondre à leurs besoins. Ainsi, nous portons le projet de construction d'une grande bibliothèque à la Faculté, l'encadrement rapproché des étudiants par les enseignants volontaires, l'aménagement des salles et des amphithéâtres par un équipement moderne, et l'aména-



*Mohammed Benlemlih est doyen de la faculté des Sciences de Dhar El Mehrez depuis octobre 2014. Sa mission est de créer un espace de recherche, calme et à finalité professionnelle en étroite collaboration avec les 11.000 étudiants que compte son établissement (Ph. YSA)*

gement des espaces verts. Nous sommes également pionniers dans l'économie d'énergie, à travers l'installation des plaques solaires productrices de l'électricité dans le cadre de projets de recherche scientifique en collaboration avec de grandes universités européennes. Enfin, en matière d'administration, nous avons opté pour l'informatisation des services pour une meilleure gestion comptable. □

Propos recueillis par  
Youness SAAD ALAMI

Pour réagir à cet article:  
courrier@leconomiste.com

Pour réagir à cet article:  
courrier@leconomiste.com

# AWB: Et de six pour le master

■ 35 nouveaux lauréats rejoignent les 163 séniors déjà sur le marché

■ Le taux d'insertion professionnelle de ce cursus atteint près de 95%

DU beau monde s'est réuni jeudi dernier à Casablanca pour la remise de diplôme des lauréats du master «Banque et marchés financiers» d'Attijariwafa bank. Plusieurs personnalités marocaines et espagnoles du monde universitaire, des affaires, de la finance et ailleurs ont partagé avec les lauréats de cette sixième promotion leur nouvelle graduation. Parmi les personnalités présentes à cet événement, Saloua Benherez, directeur exécutif, en charge de la communication du groupe et de la Fondation Attijariwafa bank, Idriss Mansouri, président de l'université Hassan II de Casablanca, Ernesto Anabitarte, le vice-président de l'université de Cantabria, Abdelouahed Alaoui Mdaghri, vicedoyen de la faculté des sciences juridiques, économiques et sociales de Casablanca et



Cette sixième promotion du Master «Banque et marchés financiers» donnera du sang frais au marché de l'emploi du secteur de la finance (Ph. AWB)

l'aventurier marocain, Nacer Ibn Abdeljalil.

Ainsi, 35 nouveaux lauréats du master Attijariwafa bank rejoignent le marché du travail. Avec un double diplôme marocain et espagnol, délivré par les universités de Hassan II de Casablanca et Cantabria, ces lauréats rejoignent 163 lauréats issus des 5 premières promotions. Le taux d'insertion professionnelle de ce cursus reste des

plus élevés, atteignant près de 95%.

Ce master a été développé en 2007, en partenariat avec la faculté des sciences juridiques, économiques et sociales de l'Université Hassan II à Casablanca, l'université Cantabria, le groupe Banco Santander et la Fondation UCEIF. Il intègre une communauté d'étudiants espagnols et mexicains car il a été d'abord lancé en Espagne en 1996 et en 1999 au Mexique, à l'initiative

de groupe Banco Santander en collaboration avec l'université de Cantabria. Au Maroc, il compte aujourd'hui 290 étudiants inscrits et 163 lauréats.

Le programme du master est dispensé par des professionnels des deux banques (Attijariwafa bank et Santander) et des universitaires espagnols et marocains. Les étudiants y acquièrent des connaissances techniques poussées dans le secteur financier pour répondre au mieux aux besoins du marché par le biais de cours théoriques et d'un stage pratique visant une meilleure intégration dans la vie professionnelle.

Ce n'est pas le seul programme universitaire dans lequel la Fondation Attijariwafa bank est investie. Elle continue également à développer son partenariat, depuis 2007, avec les universités en collaboration avec le groupe Banco Santander à travers plusieurs projets. L'un de ces derniers est la carte «Jamiati». Destinée aux étudiants et au corps professoral, cette carte d'étudiants fournit des informations diverses relatives aux filières et peut être adossée à des services bancaires, à la demande. □

Mehdi LAHDIDI

Pour réagir à cet article:  
courrier@leconomiste.com

## Orientation: Les jeunes toujours en désarroi

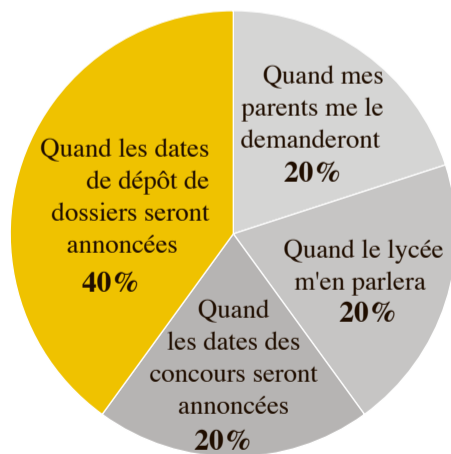
■ Seuls 7% savent «clairement» ce qu'ils veulent faire après le bac

■ Le résultat d'une enquête de Adalia School Of Business

■ La note reste le principal critère de choix pour 78% d'entre eux

CHAQUE année à l'approche de l'ouverture des candidatures pour les établissements de l'enseignement supérieur, les futurs bacheliers se trouvent devant le même dilemme: Que faire après le bac? Et chaque année, c'est le même constat, les jeunes sont très peu préparés à prendre une décision sur leur projet d'études ou de carrière. Une nouvelle enquête, réalisée par Adalia, vient de le confirmer. Pour se faire connaître, la nouvelle business school, qui ouvrira ses portes en septembre prochain à Casablanca, a lancé une enquête auprès

### Une démarche toujours tardive



Source: Adalia

Les élèves s'y prennent toujours à la dernière minute pour effectuer leur choix d'études. 40% ne commencent à se documenter sur les possibilités offertes qu'après l'annonce des dates de dépôt des dossiers de candidature des différents établissements. Les autres le font sous la pression des parents, quand les dates des concours sont fixées ou quand leur lycée leur en parle

des lycéens et bacheliers. 3.000 jeunes ont été rencontrés à Casablanca, Settat, El Jadida et Fès. 316 d'entre eux ont répondu à des questionnaires qui ont servi de base à l'étude (dont 90% de bache-

liers). Ils ont été complétés par des «rendez-vous de l'orientation» qui ont abouti à 32 entretiens individuels. «Nous avons été confrontés au désarroi des élèves», témoignent les responsables de l'école. Selon eux, seuls 7% des sondés savent «clairement» ce qu'ils veulent faire après le bac. Le constat va à l'encontre des premiers résultats de l'étude du groupe L'Etudiant Marocain qui a touché 1.168 lycéens, et selon lesquels 71% ont une idée du métier qu'ils souhaitent exercer à l'avenir. «Il faut faire le distinguo entre l'effet d'annonce et la vraie motivation», précise Sanae Tamsamani, enseignante et coach chez Adalia.

A la question: que voulez-vous faire plus tard, la même réponse revient sur toutes les lèvres, «Ala Hassab», «Cela dépend». La note obtenue à l'issue du baccalauréat semble guider le choix des jeunes. 78% d'entre eux l'évoquent comme principal critère. Les métiers cités sont également toujours les mêmes: mé-

decin, architecte, dirigeant d'entreprise, ingénieur... des fonctions renvoyant vers le prestige et la reconnaissance sociale. «C'est en fait l'image du métier qui les attire et non le métier lui-même», insiste Tamsamani. En effet, les jeunes partent rarement de leurs vraies motivations et aspirations. Ils n'ont, par ailleurs, qu'une faible connaissance du marché de l'emploi et des métiers d'avenir.

Pour leur recherche d'information, les élèves recourent d'abord à internet (34,62%). Toutefois, de l'aveu des jeunes invités par Adalia pour une rencontre avec la presse jeudi dernier, le web n'est pas toujours d'un grand secours, surtout si le projet d'avenir n'est pas préalablement défini.

Le bouche à oreille est classé deuxième (20%), suivi des parents (19,23%), des salons et forums (18,46) et de la presse (7,69%).

Les experts en orientation ne sont pas cités. Ce qui révèle, encore une fois, la défaillance des dispositifs en place. □

Ahlam NAZIH

Pour réagir à cet article:  
courrier@leconomiste.com

# 15 ans après, l'Afem, un vrai patronat?

■ Plus de 600 businesswomen dont les plus influentes au Maroc

■ Un mouvement «infiltré» dans plusieurs organes stratégiques

■ Il s'apprête à changer ses statuts et à muscler ses actions

LES grands projets naissent d'une simple idée. Ce fut le cas de l'Afem (Association des femmes chefs d'entreprises du Maroc), créée il y a 15 ans par une dizaine de businesswomen, à leur tête, la patronne de GFI Maroc, Saloua Karkri Belkeziz. Elles sont aujourd'hui plus de 600 adhérentes à l'association qui rassemble les femmes d'affaires les plus influentes du Maroc, dont la patronne des patrons, Miriem Bensalah Chaqroun. Le 5 juin prochain, l'Afem élira sa cinquième présidente depuis sa création en septembre 2000. A l'image de la CGEM, les candidates ne se bousculent pas. Une seule a décidé de se lancer dans l'aventure pour un mandat de trois ans: Asmaa Morine Azzouzi, dirigeante du cabinet de conseil en accompagnement des investisseurs, CAIS Consulting, également responsable des relations internationales et institutionnelles de l'Association.

«C'est une lourde responsabilité qui demande beaucoup d'implication et de persévérance. Trois ans c'est à la fois

tante et enrichissante, mais trois ans, c'est suffisant! Il ne faut pas oublier que nous sommes des patronnes de PME qui ont besoin d'un chef de file. Contrairement aux grandes structures, les PME ne disposent pas de hauts cadres auxquels elles peuvent déléguer des tâches», estime quant à elle Soraya Badraoui (2009-2012).

Mais que vaut aujourd'hui l'Afem? Est-ce un vrai patronat, un lobby qui a pu arracher des victoires, ou un simple club de networking entre entrepreneurs à talons aiguille?

En 15 ans, le mouvement en a parcouru du chemin. Il n'en est probablement pas encore au stade de patronat au vrai sens du terme, mais il a pu se positionner en accélérateur de projets. C'est aussi au-

jourd'hui une force de proposition, considéré comme un interlocuteur de référence pour tout ce qui touche à la question de la femme, notamment sur le plan écono-

politique politicienne», elle se concentre sur son militantisme en faveur de l'entrepreneuriat féminin. «En 2014, nous avons actualisé notre étude de 2004 sur l'entrepreneuriat féminin, et nous avons constaté que les choses n'ont pas beaucoup changé. Nous en sommes toujours à moins de 11%. Nous n'avons pas réussi jusqu'à présent à faire un lobbying assez fort auprès de l'Etat pour une véritable stratégie encourageant la création d'entreprises par les femmes», regrette Karkri. Parmi ses résolutions, l'Afem prévoit de multiplier les incubateurs pour couvrir toutes les régions, d'accorder plus d'autonomie à ses bureaux régionaux et de renforcer ses programmes de formation. «Nous devons aussi promouvoir le statut d'auto-entrepreneur qui pourrait répondre aux motivations des femmes», insiste Karkri. L'Afem s'apprête donc à monter en puissance. Ce sera le challenge de sa future présidente qui dévoilera sa stratégie début juin.

à lancer des incubateurs d'entreprises destinés aux femmes entrepreneurs. Le premier a été initié à Casablanca. Depuis, d'autres ont vu le jour à Rabat, El Jadida, Tanger, Tétouan et Meknès. Sur les trois dernières années uniquement, quelque 8.856 actions de sensibilisation à l'entrepreneuriat ont été lancées, 1.062 manifestations d'intérêt en ont résulté et 440 projets ont été sélectionnés. Au final, 175 entreprises ont été créées. «Durant ce mandat, la création d'entreprises a été accélérée, grâce au soutien de bailleurs de fonds belges et hollandais», précise Aïcha Laasri Amrani, vice-présidente, chargée de la création d'entreprises. Au total, plus de 220 sociétés ont été développées par les incubateurs. Depuis sa création, l'Afem tourne essentiellement grâce à des financements issus de la coopération internationale. A ce jour, elle n'a jamais reçu de subventions de l'Etat. D'ailleurs, elle n'a pas réussi, malgré son poids, à décrocher le fameux statut d'utilité publique.

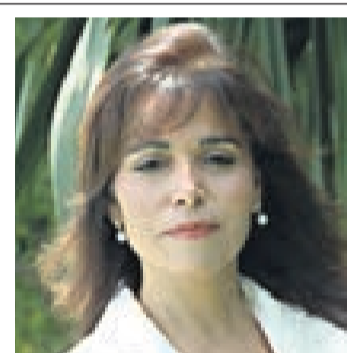
En parallèle, de nombreuses actions de formation, coaching, mentoring et des missions B2B en faveur des membres sont organisées.



Saloua Karkri-Belkeziz (2000-2006) (Ph. archives)



Bouthayna Iraqui-Houssaini (2006-2009) (Ph. archives)



Soraya Badraoui Drissi (2009-2012) (Ph. privée)



Laila Miyara (2012-2015) (Ph. archives)

**4 présidentes ont défilé à la tête de l'Afem. L'association a été fondée en 2000 à l'initiative de Saloua Karkri Belkeziz qui a réussi à fédérer une dizaine de businesswomen, dont Saïda Lamrani Karim (Smeia), Khadija Sijelmassi (Mifa), Fathia Bennis (Maroclear), Djamilia Cherif Berrada (Autograph), Afifa Ouazzani Boutaleb (AOB Group), feu Khadija Doukkali (Pevap) et Aïcha Laasri Amrani (SADAS Assurances)**

## Instance de parité, la déception!

L'AFEM a toujours milité pour une instance de parité forte, à même de donner un coup de pouce à la représentativité de la gent féminine dans la société, et à faire respecter l'approche genre. Mais depuis l'adoption du texte de loi par le gouvernement en mars dernier, c'est la déception. «Le texte est très général. L'Instance, n'a qu'un pouvoir consultatif, à la limite elle peut ne jamais être consultée», estime Saloua Karkri. «Elle ne répond pas du tout à ce que nous souhaitions. C'est-à-dire un organe indépendant doté d'un pouvoir coercitif qui peut même saisir les tribunaux... Mais à coup de militantisme nous y arriverons», confie pour sa part Laila Miyara. □

court, parce que l'on a toujours envie de réaliser plus de choses. Et long, car c'est au détriment de votre vie personnelle», confie l'actuelle présidente, Laila Miyara (2012-2015). «Il s'agit à la fois d'un don de soi au service d'une cause, celle de l'entrepreneuriat féminin et de l'indépendance financière des femmes, et un engagement citoyen», ajoute-t-elle. Même son de cloche du côté des anciennes présidentes. «C'est une expérience exal-

mique. Visible à l'international, le mouvement a, par ailleurs, pris à son compte de faire rayonner l'image de la femme marocaine à l'étranger.

L'association, certifiée ISO, a par exemple participé aux consultations lors de l'élaboration du projet de régionalisation avancée. Elle a, en outre, soumis un memorandum à la commission en charge de la rédaction de la nouvelle constitution en 2011. «Tous les articles se rapportant à

Ahlam NAZIH

Pour réagir à cet article: [courrier@leconomiste.com](mailto:courrier@leconomiste.com)



# «Prête à porter le flambeau»



## ■ Asmaa Morine Azzouzi, unique candidate aux élections du 5 juin

### ■ Etendre le réseau, relever le taux de l'entrepreneuriat féminin, ses priorités

- **L'Economiste:** Vous êtes unique candidate à la présidence de l'Afem. Pour vous, c'est un défi?

- **Asmaa Morine Azzouzi:** C'est effectivement un gros challenge. Il faut être au service des membres qui ont des attentes énormes en termes de networking, d'information, de formation, d'accompagnement, ... c'est aussi une responsabilité à l'échelon national, dans la mesure où nous sommes le porte drapeau de l'entrepreneuriat féminin. De ce fait, nous avons pour mission de relever le taux d'entrepreneuriat féminin qui

stagne depuis une dizaine d'années à près de 10%, avec une concentration sur l'axe



*Asmaa Morine Azzouzi, dirigeante de CAIS Consulting: «L'Afem doit montrer l'exemple, donner envie à des femmes de se lancer dans l'entrepreneuriat, essayer de faire sauter les freins» (Ph. AMA)*

Casablanca/Rabat. L'Afem doit montrer l'exemple, donner envie à des femmes de se lancer dans l'entrepreneuriat, essayer de faire sauter les freins.

A côté de cela, il y a une action citoyenne initiée depuis 2006 et qu'il faut continuer, celle des incubateurs implantés dans plusieurs régions pour accompagner les jeunes porteuses de projets. Sans oublier que nous siégeons au sein de conseils d'administration de différents organismes, à leur tête la CGEM qui est notre partenaire de référence. Nous comptons continuer sur cette politique afin de faire entendre notre voix.

### - Quelles seront vos priorités?

- D'abord, être à l'écoute de nos membres qui nous ont fait confiance et répondre à leurs attentes, tout en tenant compte des spécificités régionales. J'ai fait ma campagne au niveau des régions justement pour recueillir leurs avis et m'en servir pour bâtir ma stratégie. Je la présenterai lors de l'assemblée générale électorale du 5 juin. D'autre part, porter haut la cause de l'entrepreneuriat

féminin, aller plus vers la sensibilisation, mettre en avant des exemples de femmes à même d'inspirer les jeunes et de leur donner envie de tenter l'aventure entrepreneuriale.

### - Comment percevez-vous l'Afem aujourd'hui?

- Je prends une Afem qui ne démarre pas de rien. C'est le fruit de 15 ans de travail acharné de plusieurs équipes. Chaque présidente a imprimé son rythme et apporté son style. Il n'y a pas eu que des succès, nous avons aussi essuyé plein de revers. C'est une organisation qui vit et qui réunit des femmes passionnées. Mon devoir est de maintenir la flamme, de m'investir dans ce que je fais, pour la femme en général, la femme entrepreneur en particulier et pour l'économie du pays. □

Propos recueillis par  
Ahlam NAZIH

Pour réagir à cet article:  
[courrier@leconomiste.com](mailto:courrier@leconomiste.com)

## ■ «Tamkeen Initiative»:

### La compétition finale en juin

C'est bientôt la compétition finale pour le concours du meilleur projet d'entrepreneuriat lycéen, auquel ont participé les adhérents au dispositif «Tamkeen Initiative». Il s'agit d'un programme initié par l'ESCA Ecole de Management et l'association Social Change Makers, qui ont récemment signé une convention pour encourager l'esprit d'entrepreneuriat chez les jeunes.

Quelque 400 lycéens de 40 établissements publics (dont 100 lycées de Casablanca) en ont bénéficié, et ont reçu des formations en entrepreneuriat, innovation sociale et leadership. Une compétition régionale était programmée le 16 mai à Casablanca à l'ESCA. La finale nationale est prévue en juin. Le gagnant se verra décerner une bourse lui permettant de financer son projet.

## ■ Le Maroc primé au concours mondial des inventions

Le Maroc vient d'être primé au concours mondial des inventions et des Innovations «World Invention and Innovation Contest» (WIC 2015) qui a eu lieu à Séoul, en Corée du Sud. C'est l'Union des Inventeurs qui a représenté le Maroc lors de cet événement et qui a décroché une médaille d'or pour son invention «écran Multi-vues». L'invention en question avait déjà remporté plusieurs distinctions cette année lors de la 43ème édition du Salon International des Inventions de Genève

qui s'est tenu du 15 au 19 avril dernier dont notamment la médaille d'argent du Salon.

## ■ Entreprenariat: Coaching Methodologia semi finaliste à la compétition Gist

La startup Coaching Methodologia est ressortie semi finaliste à la compétition Gist qui se tiendra durant le sommet de l'entrepreneuriat Global Entrepreneurship Summit (GES) prévu en juillet 2015 au Kenya. Le projet présenté par l'entreprise et représentant le Maroc a été sélectionné parmi 80 autres projets sur 800 reçus. Une seconde sélection ne retiendra que 30 projets finalistes seulement. Le projet en question, porté par Jihane Laraichi, coach scolaire certifiée spécialiste en stratégies d'apprentissage, consiste en une plateforme entre l'étudiant et son orientation ainsi que son employabilité. Elle comprend des cours en ligne, de l'information en ligne ainsi que du coaching et de la formation. «EducationCM.com», c'est son nom, entrera en concurrence avec trois autres projets dans la catégorie «entreprise dans la région MENA» et la catégorie ICT (technologie de l'information, énergie et d'autres catégories).

## ■ Une délégation américaine en visite à l'ESCA

Une importante délégation de Stern School of Business (New York University) et de Georgia State University, deux business schools américaines de renom,

viennent de réaliser une visite à l'ESCA Ecole de management. Un moyen de découvrir les opportunités d'affaires offertes au niveau du marché africain, et plus particulièrement au niveau du Maroc et des marchés émergents de la région MENA. Les participants de ce voyage-échange ont pu se familiariser avec les aspects culturels formant le contexte de la dynamique économique marocaine et africaine. Ils ont également pu découvrir les gisements de croissance dans les secteurs de la banque, des nouvelles technologies, du tourisme ou encore de l'automobile. Au niveau professionnel, les participants ont été initiés aux facteurs-clés de succès des entreprises et des entrepreneurs locaux grâce à une rencontre avec les «Emerging Champions» du pays.

## ■ Des cadres se forment au leadership chez les militaires

Une vingtaine de cadres marocains, dont le jeune fondateur de la première académie de Basketball au Maroc, Mohamed Amine Zariat, viennent d'achever un programme de formation très particulier. Ils viennent de passer 4 jours (du 20 au 24 mai) à la prestigieuse école militaire de Saint-Cyr en France, en vue de renforcer leurs compétences en leadership. Avec un accent particulier sur la communication de crise, la conduite du changement, le management d'équipe et l'intelligence émotionnelle. Le programme a été organisé par l'Association pour le Progrès des Dirigeants (APD) et la fondation de l'école, SCYFCO. □

## Les managers qui bougent

### Rajaa Kantaoui intègre la SMT



(Ph. RK)

**RAJAA** Kantaoui vient d'intégrer la Société Marocaine des Tabacs (SMT), filiale marocaine de la multinationale Imperial Tobacco

Group sis à Bristol, en tant que Manager en communication externe et relations presse. Elle occupait jusque là le poste de Public Relation Manager à la direction du Marketing stratégique des laboratoires SO-THEMA. Sa carrière dans le domaine du marketing a démarré début 2013, année durant laquelle elle a été désignée directrice Marketing et communication au sein de la Holding H&A Investment.

Auparavant, à compter de 2011, elle était responsable communication de l'une des filiales de Mutandis, un fond d'investissement dirigé par l'ex-ministre de tourisme Adil Douiri. Titulaire d'un Master en Marketing et Communication ESC Grenoble et d'une Licence en communication Politique de l'Université Wisconsin - Madison USA, Rajaa Kantaoui a démarré sa carrière en 2001 dans le journalisme. Quelques années plus tard, en 2008, elle a participé, en tant que membre de l'observatoire des élections, à la campagne électorale du président Obama. □

K. A.